

Pour avoir de bons profs, il faut de la formation, point faible de la France (OCDE)

Paris, 11 juin 2018 (AFP) -

Qu'ont en commun les profs des pays dotés des meilleurs systèmes éducatifs ? Une longue période d'expérience pratique pendant la formation initiale et des séances de formation continue axées sur leurs besoins spécifiques, des dispositifs peu développés en France, indique l'OCDE.

Dans une étude publiée lundi, l'organisation internationale a sélectionné 19 pays avec des systèmes éducatifs affichant de bons résultats dans son enquête Pisa (l'étude internationale la plus connue sur les compétences des élèves et les systèmes éducatifs) et qui parviennent à réduire les inégalités causées par l'origine sociale des élèves. Elle note "une grande variété d'approches pour recruter et évaluer les enseignants" mais "trois éléments semblent communs" aux pays les plus performants, souligne-t-elle dans cette étude basée sur les dizaines de milliers de questionnaires d'élèves, de professeurs et de chefs d'établissement recueillis lors de la dernière enquête Pisa (réalisée en 2015 et rendue publique en décembre 2016).

Les professeurs des systèmes les plus performants ont bénéficié d'"une période obligatoire et étendue d'expérience pratique pendant la formation initiale" et d'ateliers de formation continue souvent réalisés au sein de l'établissement scolaire afin que les séances répondent aux besoins réels des enseignants.

Enfin, les évaluations auxquelles ils sont soumis ont pour objectif de leur proposer des modules de formation adaptés. En France, ces évaluations par les inspecteurs sont souvent corrélés à l'avancement professionnel ou à des sanctions.

Dans cette étude "Politiques efficaces pour les enseignants", l'OCDE s'interroge aussi sur l'importance de la taille des classes et du diplôme des enseignants dans la réussite des élèves.

Plus que la taille des classes, c'est la qualification des enseignants qui prime dans la réduction des disparités de résultats entre élèves des établissements les plus favorisés et ceux des plus défavorisés (établis en fonction du niveau socio-économique des élèves).

Or, en France, 94% des professeurs de sciences sont certifiés (ou agrégés) en sciences dans les établissements les plus favorisés, contre 26% seulement dans les lycées les moins favorisés, note l'étude. Un taux faible qui s'explique en partie par le grand nombre de lycées professionnels parmi les établissements les moins favorisés, où nombre de profs sont des contractuels.

Autre point nettement plus polémique: l'autonomie des établissements.

Selon l'OCDE, qui se base sur les études Pisa réalisées en 2006 et 2015, "une hausse de la responsabilité des établissements pour recruter les enseignants" est associée à "une amélioration des performances des élèves en sciences, compréhension de l'écrit et en maths".

Et "contrairement à ce que l'on pourrait craindre", une autonomie accrue des établissements dans la gestion des enseignants se traduit par "une répartition plus équitable" des profs. A condition, précise l'OCDE, que cette plus grande autonomie s'accompagne de "correctifs" tels que des moyens financiers plus importants alloués aux établissements défavorisés.

Selon l'étude Pisa 2015, les résultats des élèves français se situent dans la moyenne des pays comparables, mais la France se distingue par le poids de l'origine sociale sur les résultats de ses enfants, bien plus lourd que dans d'autres pays.

fmp/sva/phc

Afp le 11 juin 18 à 11 47.